

## ORAN

# Le tribunal administratif annule la suspension de l'association ARC

**L'information est tombée en milieu de matinée et immédiatement relayée par les réseaux sociaux en suscitant de très nombreuses réactions de satisfaction.**

Cette information, qui a été confirmée par les représentants de l'Association des résidents de Canastel (ARC), est en soit une première victoire pour le mouvement associatif en général et la mobilisation citoyenne pour préserver la forêt de Canastel. C'est aussi une victoire de voir que «la justice a su préserver le droit dans cette affaire», nous dit-on du côté du mouvement associatif oranais.

Et pour cause, le tribunal administratif sis à Es Sedikkia d'Oran a rendu, hier matin, sa décision en référé en prononçant le gel de la suspension de l'ARC et cela après avoir mis en délibéré cette décision durant une semaine, le fond de l'affaire devant être étudié ultérieurement.

Pour rappel, la suspension de toutes les activités de l'ARC a été prononcée par le wali d'Oran en date du 14 juillet en faisant jouer l'article 39 de la nouvelle loi sur les associations et cela au motif «d'ingérence dans les affaires internes du pays». Mais cette décision administrative

avait été prise en violation des dispositions de la loi qui stipule qu'il faut un délai de 3 mois après mise en demeure pour suspendre une association, d'où logiquement ce rendu du tribunal administratif.

Le tollé général qui a suivi cette suspension a pris des proportions importantes dépassant le cadre local, car pour beaucoup, la suspension de l'ARC visait tout simplement à «la museler et la priver de son droit d'avoir recours à la justice» comme estimé par la LADDH qui avait réagi au début de l'éclatement de l'affaire.

L'ARC a été créée par des citoyens algériens pour préserver les espaces verts et la forêt de Canastel, objet de convoitise ; certains voulant y ériger des villas et des promotions immobilières.

Du coup, l'association avait, pour rappel, introduit deux actions en référé auprès du tribunal administratif pour faire annuler des permis de construire sur le site et faire stopper les travaux entamés par deux particuliers dont l'un a acquis en seconde main son lot de terrain.



Le tribunal d'Es Sedikkia a prononcé le gel de la suspension de l'ARC.

La justice avait déjà donné raison aux plaignants, soit l'ARC, au vu des documents présentés aux magistrats. La décision du tribunal administratif d'hier en gelant la suspension de l'ARC est un tournant crucial

dans le bras de fer opposant désormais l'administration de la wilaya au mouvement associatif d'Oran qui a reçu de très nombreux soutiens de plusieurs wilayas du pays. Par ailleurs, l'affaire de l'empiètement

sur le domaine forestier de Canastel est loin d'être finie et des rebondissements sont attendus avec la venue d'une commission d'enquête dépêchée par la Direction générale des forêts.

L'ARC détient des documents officiels attestant du périmètre de la forêt de Canastel et donc pouvant remettre en cause l'attribution du permis de construire par l'APC d'Oran.

Quant à la wilaya, une autre affaire en référé pourrait voir le jour avec une action en référé de l'association El Bahia, suspendue, elle aussi, en date du 14 juillet par le wali d'Oran et qui conteste cette suspension prise, selon El Bahia, également sans respect des dispositions de la loi.

Aucune réaction n'est encore venue de la Wilaya d'Oran, alors que ces jours derniers, le wali d'Oran, dans certains journaux, justifiait la décision de suspension des deux associations par l'article 39 de la loi sur les associations et le droit de propriété se plaçant comme seul défenseur des forêts et donc seul habilité à saisir la justice comme rapporté dans des titres de la presse.

Fayçal M.

## SELON LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA PROSPECTIVE, BACHIR MESSAÏTFA

# Le plan quinquennal 2015-2019 a été finalisé

**Le plan quinquennal 2015-2019 est déjà finalisé et sera soumis à la concertation, indique le secrétaire d'Etat, chargé de la Prospective et des Statistiques qui prévoit pour l'Algérie un taux de croissance de l'ordre de 7% d'ici 2030.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Hôte hier du Forum du quotidien *DK News*, Bachir Messaïtfa est revenu sur le projet de plan de développement quinquennal 2015-2019.

Selon le secrétaire d'Etat à la Prospective, ce projet qui est à l'œuvre depuis plusieurs mois au niveau du gouvernement est déjà finalisé. Il devrait être enrichi, précise le secrétaire d'Etat, par les avis des experts nationaux mais aussi étrangers, notamment ceux de la Corée du Sud, pays où un groupe d'experts algériens s'est rendu avant-hier en



Bachir Messaïtfa.

quête de know-how sud-coréen. Comme ce plan devrait être soumis à la concertation, notamment avec les associations professionnelles et organisations économiques, laisse-t-il entendre, indiquant qu'un comité

intersectoriel est appelé à se réunir jeudi prochain.

Evoquant la finalisation au niveau de son département d'un modèle macroéconomique spécifique, opérationnel dès la fin de l'année en cours, ainsi que d'une démarche d'harmonisation statistique pour «ne plus dépendre de l'aléatoire», Bachir Messaïtfa prévoit la possibilité pour l'Algérie d'atteindre un taux de croissance économique «appréciable» d'ici 2019, supérieur de loin au taux actuel qui fluctue autour des 2 à 3%.

Egalement, il escompte pour l'Algérie un taux de croissance équivalent à ceux des pays émergents, durant la décennie suivante, et une dynamique de «décollage», maintien des équilibres, maîtrise de l'inflation, régulation du marché de l'emploi... Voire, un taux de croissance de l'ordre de 7% d'ici 2030, l'Algérie disposant, selon le ministre, de tous les

atouts, des capacités à même de lui permettre de «rejoindre» le rang des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). C'est «une forte probabilité», dira Bachir Messaïtfa. Et une assertion qu'il étaye par l'existence d'une «vision» de développement sur le moyen et long terme, à l'horizon 2030 et même 2050 et dont l'élaboration a bénéficié d'une expertise également sud-coréenne.

Un transfert d'expertise qui couvre également l'économie fondée sur le savoir et la connaissance, le décollage industriel et le développement des PME ainsi que la réflexion stratégique. A ce propos, Bachir Messaïtfa a évoqué la possibilité de mettre en place un institut de développement stratégique, un think tank, «un gisement d'idées» et de réflexion pour accompagner l'Etat.

L'opportunité aussi pour l'hôte de

*DK News* d'indiquer la réalisation de 121 études de planification, certaines déjà finalisées et d'autres achevées d'ici la fin 2013 et 2014. Outre la finalisation d'un projet d'un open data, d'un portail statistique, opérationnel dès 2014, le secrétaire d'Etat évoque la normalisation et l'unification des méthodes de calcul. Il fait part également de l'installation de cellules de veille stratégique, de manière graduelle au niveau des administrations et des entreprises, ainsi que la mise en place d'un observatoire de l'équité sociale.

De même, Bachir Messaïtfa indique que dix-sept «systèmes intelligents» sont en projet, relatifs notamment au foncier, suivi de l'investissement, l'évaluation, la planification territoriale, la e-gouvernance, le management d'entreprise, l'ISO-administration, l'innovation...

C. B.

## HADJ 2013

# Premier départ le 18 septembre

**Avec les travaux en cours d'extension de La Mecque, Abdellah Ghoulamallah s'attend à ce que les pèlerins algériens rencontrent beaucoup de difficultés sur place, notamment en matière de transport et d'hébergement.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouabdellah Ghoulamallah, qui a présidé hier une rencontre à Dar El Imam, à Alger, avec des accompagnateurs religieux et des pèlerins du Hadj 2013, a instruit la délégation algérienne de rester regroupée, soudée et surtout de faire preuve de beaucoup de discipline, afin de minimiser l'impact des incommodités qu'impose le grand chantier d'extension de La Mecque.

«Cette année, la saison du Hadj intervient dans un contexte très particulier et il faut comprendre les circonstances que connaît La Mecque.

C'est pour cela que nous attendons des pèlerins algériens à ce qu'ils restent en contact permanent avec les accompagnateurs mis à leur disposition.

Le transport et l'hébergement sont peut-être les deux plus grandes difficultés que posent les travaux en cours sur les Lieux Saints de l'Islam. L'Algérie a pris des dispositions par rapport à ce genre de difficultés en assurant le transport et le logis, pourvu que les hadjis suivent les instructions des accompagnateurs à la lettre», a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le ministre qui a annoncé le premier départ pour le 18



Une saison qui intervient dans un contexte particulier.

septembre prochain, a également fait savoir que le nombre de pèlerins algériens a été arrêté à 28 000 personnes pour cette saison 2013. Ce dernier, qui a rappelé que leur nombre a été de 36 000 pour la saison 2012, a précisé que l'Office national du Hadj a eu à réduire son quota de 4 100 places, alors que les

agences de voyages ont dû revoir à la baisse leurs listes de 3 100 autres places.

Le nombre des accompagnateurs que le département de Ghoulamallah a mobilisés pour cette saison est de 85 imams. Sur un autre chapitre, Bouabdellah Ghoulamallah a tenu à informer les hadjis que l'Etat a

dépensé 15 000 DA pour chaque pèlerin algérien pour lui assurer le transport et l'hébergement, histoire de préciser que ce ne sont pas les agences de voyages qui ont offert ce service. «Nous vous avons assuré le strict minimum, si vous voulez avoir des services supplémentaires, les agences de voyages s'occuperont du reste», a-t-il ajouté. Le ministre n'a pas manqué de relever une grande amélioration chez les agences de voyages qui, selon lui, ont réussi la omra 2013.

Enfin, il est à signaler que cette rencontre qui a regroupé les pèlerins de la région d'Alger, de Boumerdès et de Tipasa entre dans le cadre de plusieurs réunions qui se dérouleront à travers le pays.

M. M.